

## Déclaration liminaire

Bien loin de céder à l'attentisme, la CGT Finances Publiques continue à travailler, dans l'unité syndicale la plus large, à donner des prolongements à la journée de grève du 27 novembre (états généraux, manifeste...) et faire entendre les revendications des personnels.

Dans toutes les directions, elle s'est saisie des Comités Techniques Locaux pour mener des initiatives contre les déclinaisons locales des suppressions d'emplois, la baisse drastique des moyens de fonctionnement, le gel des rémunérations, la casse des plans de promotions et toutes les restructurations engagées.

Le pouvoir a fondé son argumentaire de rupture avec la RGPP sur un arrêt des baisses d'effectifs. Outre les 2062 suppressions d'emplois opérées à la DGFIP et la multiplication des vacances de postes, nous constatons que le plafond des autorisations d'emplois de l'Etat accuse une diminution globale de 19 177 ETPT (équivalent temps plein travaillé).

Les crédits relatifs aux mesures catégorielles accusent une baisse de 40% par rapport à 2012. Avec un passage de 57,1 millions d'euros en 2012 à environ 35 millions d'euros pour 2013, notre administration n'est pas épargnée.

Alors que le gouvernement ne prend aucune mesure concrète pour mettre fin aux agissements voyous des responsables de la crise, les services publics sont sacrifiés sur l'autel de l'austérité imposée par la TROIKA (Banque Centrale Européenne, Union Européenne, FMI), au même titre que l'accord national interprofessionnel sur la « sécurisation de l'emploi » sacrifie les salariés du privé.

Avec la modernisation de l'action publique et l'acte III de la décentralisation, les objectifs politiques de la majorité actuelle sont clairs :

- ▶ - Affaiblissement de la puissance publique de l'Etat,
  - Participation active à la volonté de remodelage de l'espace politique et économique européen fondé sur le démantèlement des cadres nationaux,
  - Le danger d'autonomie fiscale des régions.

Avec la mise en concurrence des territoires, les menaces sur le statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers, les menaces sur les régimes indemnitaires et sur les fermetures de nombreux services publics de proximité, se dessine progressivement l'effacement de la République au profit des lois de la jungle des marchés financiers.

La CGT Finances Publiques estime que ces choix concernent tous les citoyens qu'ils soient agents ou usagers. C'est pourquoi, elle exige un grand débat public portant sur le rôle et la place des services public dans une vision moderne et progressiste axée sur la réponse aux besoins de la nation et affranchie des conceptions libérales.

Engagé dans tous les ministères, la démarche stratégique mise en œuvre à la DGFIP n'est rien d'autre qu'un « remake en pire du DOS (Document d'Orientation Stratégique) ».

La suite à télécharger

**fichiers:**



[Télécharger dl\\_postes\\_specifiques\\_2013\\_capnb.pdf](#) (62.7 Ko)

**Public:** [Archives CAP \(antérieur à 2018\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)

## Sélection des postes B pour le Mouvement spécifique CAP du 24 janvier 2013

Published on CGT FINANCES PUBLIQUES (<https://www.cgtfinancespubliques.fr>)

---

- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

---